

Visages du siècle

Jacques Baril

Le 15 décembre 1998, lorsque le premier ministre Lucien Bouchard nomme le député Jacques Baril ministre délégué aux Transports et ministre responsable de la région du Centre-du-Québec, ils sont nombreux ceux qui applaudissent la nouvelle.

Car de l'avis de plusieurs, cette nomination aurait dû survenir avant, particulièrement en 1994 alors que le parti Québécois reprend le pouvoir. On voit alors Jacques Baril comme un candidat légitime pour diriger le ministère de l'Agriculture. Mais Jacques Parizeau lui en préfère un autre. En 1996, Lucien Bouchard effectue un remaniement ministériel et, encore une fois, Jacques Baril est "oublié" au profit de Guy Julien. Dans le comté d'Arthabaska qu'il représente depuis 1976 (à l'exception d'une interruption de 1985 à 1989), on pousse les hauts cris. C'est là un témoignage éloquent de l'attachement et du support de la population pour son député, reconnu comme un «gars de terrain».

Pourtant, le principal intéressé confiera qu'il s'agit là de la meilleure chose qui pouvait lui arriver à l'époque.

«J'ai pu partager avec ma femme les derniers moments de sa vie. Et ça, ça n'a pas de prix», se souvient-il, ému.

Jacques Baril est né le 6 février 1942 dans la paroisse de Princeville, de l'union de Cécile Thiboutot et de Paul-Émile Baril, propriétaires de la ferme Monopole. Il est le cinquième de neuf enfants.

Il fait ses études à l'école de rang, puis passe au Collège Sacré-Coeur pour ses 6e, 7e et 8e années. Même s'il réussit bien, il laisse l'école pour travailler sur la terre ancestrale.

La politique est un sujet populaire à la maison. Dans une famille de "bleus", il s'intéresse... à John Diefenbaker, à Réal Caouette, à Jean Lesage; il travaillera même pour l'équipe d'Albert Morissette, sans jamais toutefois le rencontrer.

Appelé par le travail manuel, il entre sur le marché du travail comme débosseleur, métier qu'il exerce pendant trois ans à Montréal. Il revient tout de même les fins de semaine pour donner un coup de main à son père.

Le 19 octobre 1963, il épouse Nicole Binette. Trois ans plus tard, il quitte définitivement la grande ville pour s'établir sur la ferme Monopole. Le couple aura trois enfants : Alain, Émmanuelle et Caroline.

C'est en 1970 que Jacques Baril devient indépendantiste. Il vote parti Québécois. «Déjà, j'avais confiance en la capacité des Québécois de se développer...»

En 1973, il s'engage concrètement au sein du parti, avec sa Nicole, et ensemble ils s'occupent du local du PQ à Princeville. Son travail dans la région contribue à le faire connaître auprès de la population : il est membre de l'exécutif du syndicat de secteur de Princeville de l'Union des producteurs agricoles en 1974 et 1975 et conseiller municipal à la paroisse de Princeville de 1973 à 1976. Avec Raymond Roy et Jean-Guy Morissette, entre autres, il participe à la fondation d'une coopérative de consommation de viande qui dessert 400 familles.

À l'approche de 1976, le parti Québécois se cherche un candidat pour le comté d'Arthabaska. Jacques Baril est désigné, même s'il avouera «n'avoir jamais pensé faire de la politique pour autant...»

Surtout que le "national" ne mettra aucun effort pour mousser sa candidature dans ce comté que l'on considère comme perdant...

Pourtant, le soir des élections, la circonscription d'Arthabaska est la quatrième déclarée gagnante au Québec à la télévision de Radio-Canada, se plaît à raconter Jacques Baril. Il l'emporte par 2 300 voix sur Denis Saint-Pierre, un candidat "ministériel" pour les Libéraux.

«J'y allais pour représenter le monde de l'agriculture, défendre le monde ordinaire et faire l'indépendance...»

Toujours appuyé par sa femme, il doit prendre les bouchées doubles : son travail de député et son entreprise agricole. La défaite au référendum du 20 mai 1980 est difficile à avaler. «J'ai passé ma rage sur mon tracteur à sarcler les champs. J'étais vraiment, vraiment déçu...»

Sur sa terre, coupé du monde, Jacques Baril y trouve l'énergie nécessaire pour se ressourcer. Il observe la nature, l'écoute, il redevient un homme neuf.

En 1981, il remporte sa deuxième élection, par 3 700 votes de majorité sur le Libéral Laurent Dubois. Quatre ans plus tard, avec le départ de René Lévesque et l'arrivée de Pierre-Marc Johnson à la tête du parti, Jacques Baril ne sollicite pas un troisième mandat et choisit de se consacrer à sa famille et à sa terre.

«La plus belle décision que j'ai prise de

ma vie», convient-il.

Il forme une compagnie avec son fils Alain (ce dernier est de la cinquième génération de Baril à vivre à la ferme).

S'il tourne alors la page de la politique provinciale, la politique municipale l'attire : il est maire de la paroisse de Princeville de 1987 à 1989 et membre du conseil exécutif de la MRC de l'Érable.

Sollicité de toutes parts pour «rentrer au bercail» du comté, Jacques Baril succombe, pour reprendre son expression. Il franchit sans encombre l'étape locale de l'assemblée d'investiture du parti, même si, encore une fois, le "national" ne lui fait pas de cadeau... Puis il bat le député sortant, le libéral Laurier Gardner, par près de 2 000 votes. Il passe les cinq années suivantes dans l'Opposition officielle.

En 1994, avec le retour de son parti à la tête de la province et son élection par près de 10 000 voix de majorité (sur la libérale Madeleine G. Dussault), Jacques Baril se dit prêt pour un ministère, «même si je n'ai

jamais rien demandé à personne». L'histoire, on le découvrira, sera tout autre. On parle d'affront...

Jacques Baril passe les mois suivants auprès de son épouse, Nicole. Elle décède en mai 1995, des suites du cancer.

Jacques Baril reprend le collier et se donne le défi de créer une nouvelle région, celle du Centre-du-Québec. Son projet se concrétise en juillet 1997, «à l'arraché».

«Ma plus grande réalisation. Un ministre, ça passe; une région, ça reste...»

À l'élection du 30 novembre 1998, aucune surprise : Jacques Baril est confirmé député d'Arthabaska pour un cinquième mandat en autant d'élections. Il l'emporte par 7 000 votes sur le libéral Jacques Lamontagne. Il sera nommé ministre délégué le 15 décembre suivant.

S'il se présente à la prochaine élection générale, il pourrait égaler la marque de six mandats, détenue pour le comté par le libéral Joseph-Édouard Perrault (1916-1936).

